

Certifié conforme



05B5963.

ENTREPRENEURIAT EDITIONS
22 BLVD EDGAR QUINET
75014 PARIS

TEL : 0170712400

WWW.EE-SOFT.COM

ENTREPRENEURIAT EDITIONS

Société anonyme au capital de 38 112.25 €

Siège social 22 bd Edgar Quinet - 75 014 - PARIS

Immatriculé au RCS de Paris sous le n° 428 289 763

Procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration en date du 05 mai 2008

L'an 2008

Le mardi 05 mai à 18 heures, le Conseil d'Administration de la Société s'est réuni au siège social, sur la convocation de son Président.

Sont présents :

- Monsieur Arnaud MAIGRE, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Frédéric TAIN,

Tribunal de Commerce de Paris
I M R
27 MAI 2008
76964
N° DE DÉPÔT

Seuls membres composant le Conseil d'Administration avec la société EDITIONS TECHNIQUES ET COMMUNICATIONS, représentée par Monsieur Bernard MEIER, absente et excusée.

Le Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Après avoir fait émarger le registre de présence, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente réunion qui est adopté à l'unanimité.

Puis il est passé à l'ordre du jour :

I - CONVENTION RELEVANT DES ARTICLES L 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE :

Poursuite des conventions, antérieurement approuvées :

Conformément aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce, Monsieur le Président informe le Conseil que les conventions suivantes ont continué durant l'exercice 2007 :

La Société a vendu, en 2007, à la société SOLIDARITE ENTREPRISE, dont Monsieur Arnaud MAIGRE, Président Directeur Général de la Société, est Gérant, les produits et prestations suivants :

- des logiciels de Gestion Prévisionnelles (GP) 7.700,55 € HT
- application GP 13.500,00 € HT

« ARTICLE 3 - OBJET »

La société a pour objet en France et en tous pays :

- L'édition de CD-roms, d'ouvrages papiers, de produits multimédia sur les thèmes liés à la création, la reprise et la gestion d'entreprises, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, au moyen de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance de société, en participation ou de prise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ;
- afin d'assurer l'émergence et le développement d'activités créatrices d'emplois, développer l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise ; favoriser la mise en place d'échanges entre les entrepreneurs et d'outils ou de prestations contribuant au développement de ces entreprises ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ;
- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe de nature à favoriser le développement du patrimoine social. »

VIII - CONVOCATION DE LA PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE :

Sur la proposition de son Président, le Conseil décide de convoquer les Actionnaires en **Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire pour le mercredi 18 juin 2008, à 17 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :**

Ordre du jour de l'AGO :

- ◆ Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- ◆ Rapports du Commissaire aux Comptes,
- ◆ Approbation des comptes annuels de l'exercice 2007,
- ◆ Affectation du résultat,
- ◆ Approbation des conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- ◆ Mandats des Administrateurs,
- ◆ Questions diverses,
- ◆ Pouvoirs à conférer.

IV - MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Monsieur le Président rappelle au Conseil que les mandats d'Administrateurs de Messieurs Arnaud MAIGRE, Frédéric TAIN et de la société TECHNIQUES ET COMMUNICATIONS sont venus à l'expiration.

Il sera proposé de :

- renouveler les mandats d'Administrateur de Messieurs Arnaud MAIGRE, Frédéric TAIN, et ce, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2013,
- de ne pas renouveler le mandat d'Administrateur de la société EDITIONS TECHNIQUES ET COMMUNICATIONS, et ce, du fait que ladite société a fait part à la Société de son souhait de ne pas se voir renouveler dans ses fonctions d'Administrateur de la Société,
- de nommer en qualité d'Administrateur Monsieur Tristan BLANCHOT, demeurant à 26-1, rue du Hamel – 78980 BREVAL, déjà Actionnaire de la Société, et ce, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui statuera sur les comptes à clore le 31 décembre 2013.

V - PERTE DE PLUS DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL :

Le Conseil d'Administration prend acte de la perte de plus de la moitié du capital et de l'obligation qui lui est faite par l'article L 225-248 alinéa 1^{er} du Code de Commerce de convoquer les Actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire dans les quatre mois de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle ayant constaté ladite perte pour décider de la dissolution anticipée ou de la continuation de la Société et décide de soumettre cette décision à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

VI - CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE :

Le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire de modifier la dénomination sociale de « ENTREPRENEURIAT EDITIONS » en « ENTREPRENEURIAT CONSEIL », et ce, à effet de la date de ladite assemblée, l'article 2 des statuts étant à modifier en conséquence.

VII - EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL :

Compte tenu de ce que la Société souhaiterait développer, par ailleurs, des services de conseils aux créateurs et repreneurs d'entreprise, il sera proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire d'étendre l'objet des statuts aux services de conseils aux créateurs et repreneurs d'entreprise et de compléter ainsi qu'il suit l'article 3 des statuts :

• développement comptabilité en ligne	12.000,00 € HT
• interfaçage « GP suivi »	12.000,00 € HT

	45.200,55 € HT

Par ailleurs, concernant le bail commercial intervenu entre la Société et la société SOLIDARITE ENTREPRISE, nous vous informons que, compte tenu de la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2007, de la procédure de redressement judiciaire et du fait qu'il n'avait plus de salariés de la Société dans les locaux loués, la société SOLIDARITE ENTREPRISE a accordé à la Société, pour 2007, une occupation à titre gratuite.

Le Conseil d'Administration en prend acte.

Avis en sera donné aux Commissaires aux Comptes.

II - COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007 :

Monsieur le Président donne lecture du bilan et des comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2007.

Après divers échanges de vues, le Conseil d'Administration décide d'arrêter le bilan et les comptes de l'exercice social aux chiffres qui lui sont présentés et qui font ressortir un chiffre d'affaires de 75.166 €, dégageant une perte de 26.948 €.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire de reporter à nouveau la perte de l'exercice 2007 s'élevant à 26.948 €.

En outre et conformément aux dispositions légales, il sera demandé à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de prendre acte de ce qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

III - REMISE DE LA LISTE DES CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-39 DU CODE DE COMMERCE :

Monsieur le Président rappelle ensuite au Conseil qu'en application des dispositions du Code de Commerce, et plus particulièrement de l'article L 225-39 issu de la loi numéro 2001-420 du 15 mai 2001, dite NRE, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales doivent être communiquées par la personne intéressée au Président du Conseil d'Administration, lequel doit en communiquer la liste et l'objet de chacune d'entre elles aux membres du Conseil d'Administration ainsi qu'au Commissaire aux Comptes.

Monsieur le Président informe alors le Conseil d'Administration de ce qu'il est détenteur de la liste de l'ensemble des conventions conclues au cours de l'exercice, relevant de la disposition susvisée, et portées à sa connaissance, liste qu'il remet avec mention de leur objet.

Ordre du jour de l'AGE :

- ◆ Rapport du Conseil d'Administration,
- ◆ Décision à prendre en application de l'article L. 225-248, alinéa 1^{er} du Code de Commerce,
- ◆ Changement de dénomination sociale,
- ◆ Modification en conséquence de l'article 2 des statuts,
- ◆ Extension de l'objet social,
- ◆ Modification en conséquence de l'article 3 des statuts,
- ◆ Questions diverses,
- ◆ Pouvoirs à conférer.

VIII - RAPPORT - RESOLUTIONS :

Puis le Conseil procède à l'établissement du rapport et du texte des résolutions qu'il présentera à cette Assemblée.

Tous pouvoirs sont toutefois donnés au Président du Conseil d'Administration pour modifier et compléter le rapport de gestion et le texte des résolutions selon les exigences de la Loi, ou les demandes du Commissaire aux Comptes notamment, ou y insérer tous éléments d'information qu'il jugera nécessaires.

IX - COMMUNICATION AUX ACTIONNAIRES :

Le Conseil charge son Président de prendre toutes mesures utiles en vue de permettre aux Actionnaires d'exercer leur droit de communication des documents et renseignements relatifs à la prochaine Assemblée dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

Le Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'R' followed by a horizontal line and a small upward stroke.

Un Administrateur

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'Z' or 'G' shape followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Certifié conforme



ENTREPRENEURIAT EDITIONS

ENTREPRENEURIAT EDITIONS

22 BLVD EDGAR QUINET
75014 PARIS

TEL : 01 70 71 24 00

WWW.EE-SOFT.COM

Société anonyme au capital de 38 112.25 €

Siège social 22 bd Edgar Quinet - 75 014 - PARIS

Immatriculé au RCS de Paris sous le n° 428 289 763

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE
ET EXTRAORDINAIRE DU 18 JUIN 2008

Procès-verbal

L'an 2008

Le mercredi 18 juin à 17 heures

Les Actionnaires de la Société se sont réunis, au siège social, en Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire sur convocation du Conseil d'Administration.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Arnaud MAIGRE prend la Présidence de l'Assemblée en sa qualité de Président Directeur Général.

Messieurs Tristan BLANCHOT et Genc BURIMI, les deux plus forts Actionnaires présents et acceptant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, sont appelés à remplir les fonctions de Scrutateurs.

Monsieur Pierre DELARELLE, est désigné par le bureau ainsi composé comme Secrétaire.

Monsieur le Président constate d'après la feuille de présence certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, que les Actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble un nombre d'Actions représentant le quorum nécessaire au vote des résolutions soumises tant à l'Assemblée Générale Ordinaire qu'à l'Extraordinaire.

Par suite, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

Le Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des Actionnaires :

- ♦ Les statuts de la Société, le projet des statuts modifiés,



- ♦ La feuille de présence,
- ♦ Les pouvoirs des Actionnaires représentés,
- ♦ L'inventaire de l'actif et du passif de la Société au 31 décembre 2007,
- ♦ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007,
- ♦ Le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- ♦ Les rapports du Commissaire aux Comptes,
- ♦ Le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,
- ♦ Divers documents.

Il rappelle à l'Assemblée l'ordre du jour suivant, sur lequel elle est appelée à délibérer :

Ordre du jour de l'AGO :

- ♦ Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- ♦ Rapports du Commissaire aux Comptes,
- ♦ Approbation des comptes annuels de l'exercice 2007,
- ♦ Affectation du résultat,
- ♦ Approbation des conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- ♦ Mandats des Administrateurs,
- ♦ Questions diverses,
- ♦ Pouvoirs à conférer.

Ordre du jour de l'AGE :

- ♦ Rapport du Conseil d'Administration,
- ♦ Changement de dénomination sociale,
- ♦ Modification en conséquence de l'article 2 des statuts,
- ♦ Extension de l'objet social,
- ♦ Modification en conséquence de l'article 3 des statuts,
- ♦ Questions diverses,
- ♦ Pouvoirs à conférer.

Monsieur le Président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion du Conseil d'Administration, les rapports du Commissaire aux Comptes, le projet des résolutions, la liste des Actionnaires ainsi que tous les autres documents et renseignements mentionnés par la loi ont été tenus à la disposition des Actionnaires au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée. L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Lecture est successivement donnée du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes.

Monsieur le Président déclare alors la discussion générale ouverte.



Diverses observations sont ensuite échangées, et personne ne demandant plus la parole, elle met successivement aux voix les résolutions suivantes :

RESOLUTIONS SOUMISES A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes, approuve le bilan et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils lui sont présentés et qui font ressortir une perte de 26.948 €.

Elle approuve en outre toutes les mesures et opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle donne en conséquence, au Conseil d'Administration, quitus de sa gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle décide de reporter à nouveau la perte de l'exercice 2007 s'élevant à 26.948 €.

En outre et conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle prend acte de ce qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de ce que lecture lui a été donnée du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce, et approuve en tant que de besoin les conventions qui en font l'objet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, chaque convention ayant fait l'objet d'un vote séparé, les Actionnaires intéressés ne prenant pas part au vote, leurs actions n'ayant pas été prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.



QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte de ce que le mandat d'Administrateur de la Société de Monsieur Arnaud MAIGRE est venu à l'expiration, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Arnaud MAIGRE déclare accepter le renouvellement de son mandat et ne tomber sous le coup d'aucune des causes d'incompatibilité prévues par la loi.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte de ce que le mandat d'Administrateur de la Société de Monsieur Frédéric TAIN est venu à l'expiration, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Frédéric TAIN déclare accepter le renouvellement de son mandat et ne tomber sous le coup d'aucune des causes d'incompatibilité prévues par la loi.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte de ce que le mandat d'Administrateur de la Société de la société EDITIONS TECHNIQUES ET COMMUNICATIONS est venu à l'expiration,

après avoir pris acte de ce que ladite société a fait part à la Société de son souhait de ne pas se voir renouveler dans ses fonctions d'Administrateur de la Société,

décide de ne pas renouveler le mandat d'Administrateur de la société EDITIONS TECHNIQUES ET COMMUNICATIONS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



SEPTIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer en qualité d'Administrateur Monsieur Tristan BLANCHOT, demeurant à 26-1, rue du Hamel – 78980 BREVAL, déjà Actionnaire de la Société, et ce, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui statuera sur les comptes à clore le 31 décembre 2013.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Tristan BLANCHOT déclare accepter cette nomination et ne tomber sous le coup d'aucune des causes d'incompatibilité prévues par la loi.

HUITIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

NEUVIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier la dénomination sociale de « ENTREPRENEURIAT EDITIONS » en « ENTREPRENEURIAT CONSEIL », et ce, à effet de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de la résolution qui précède, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 2 des statuts :

« Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

ENTREPRENEURIAT CONSEIL



Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « société anonyme » ou des initiales « S.A. » et de l'énonciation du montant du capital social. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'étendre l'objet des statuts aux services de conseils aux créateurs et repreneurs d'entreprise.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de la résolution qui précède, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 2 des statuts :

« ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet en France et en tous pays :

- L'édition de CD-roms, d'ouvrages papiers, de produits multimédia sur les thèmes liés à la création, la reprise et la gestion d'entreprises, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, au moyen de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de titres ou
- droits sociaux, de fusion, d'alliance de société, en participation ou de prise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ;
- afin d'assurer l'émergence et le développement d'activités créatrices d'emplois, développer l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise ; favoriser la mise en place d'échanges entre les entrepreneurs et d'outils ou de prestations contribuant au développement de ces entreprises ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ;
- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe de nature à favoriser le développement du patrimoine social. »

Aucune autre modification n'est apportée aux statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



TREIZIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal que les membres du bureau ont signé après lecture.

Les Scrutateurs

Le Président

Le Secrétaire

Certifié Conforme



ENTREPRENEURIAT EDITIONS

22 BLVD EDGAR QUINET
75014 PARIS

TEL: 0170712400

WWW.EE-SOFT.COM

ENTREPRENEURIAT EDITIONS

Société anonyme au capital de 38 112.25 €

Immatriculé au RCS de Paris sous le n° 428 289 763

Siège social 22 bd Edgar Quinet 75 014

Procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration en date du 18 juin 2008

L'an 2008

Le mercredi 18 juin, à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire qui a, notamment, renouvelé les mandats d'Administrateurs de Messieurs Arnaud MAIGRE, Frédéric TAIN et a nommé Monsieur Tristan BLANCHOT en qualité d'Administrateur de la Société, le Conseil d'Administration s'est réuni, au siège social, à l'effet de reconstituer son bureau.

Sont présents :

- Monsieur Arnaud MAIGRE, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Frédéric TAIN,
- Monsieur Tristan BLANCHOT.

Seuls membres composant le Conseil d'Administration.

Après avoir fait émarger le registre de présence, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente réunion qui est adopté à l'unanimité.

Puis il est passé à l'ordre du jour :

I - REELECTION DU PRESIDENT :

Monsieur Arnaud MAIGRE est, à l'unanimité, moins sa propre voix, réélu aux fonctions de Président du Conseil d'Administration à compter de ce jour et pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2013.

Monsieur Arnaud MAIGRE déclare accepter le renouvellement de son mandat de Président du Conseil d'Administration et remercie le Conseil de la confiance qu'il veut bien lui maintenir.

II - OPTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVE A LA DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE :

Après en avoir délibéré, les Administrateurs décident à l'unanimité de maintenir la non-dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général.

Comme auparavant, la Direction Générale de la Société restera donc assumée sous sa responsabilité, par le Président du Conseil d'Administration, cette option étant prise jusqu'au renouvellement ou au remplacement du Président du Conseil d'Administration, et ce, quelle que soit la cause de son remplacement éventuel.

Les Actionnaires et les tiers seront informés de cette option dans les conditions réglementaires.

POUVOIRS DU PRESIDENT :

Monsieur Arnaud MAIGRE, Président du Conseil d'Administration, assumera donc, sous sa responsabilité, la Direction Générale de la Société.

A ce titre, et conformément à la loi, il aura vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation, et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, conformément à la loi, il ne pourra donner au nom de la Société, des cautions, avals ou garanties, sans y avoir été autorisé préalablement par le Conseil d'Administration dans les conditions légales et réglementaires.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, Monsieur Arnaud MAIGRE pourra constituer tous mandataires spéciaux avec faculté de délégation.

Monsieur Arnaud MAIGRE déclare accepter les pouvoirs de direction générale qui lui sont ainsi conférés.

REMUNERATION DU PRESIDENT :

En contre partie de ses fonctions de Président Directeur Général de la Société, Monsieur Arnaud MAIGRE percevra la rémunération de 150 €/mois, il sera maintenu dans tous les avantages antérieurs.

Il continuera par ailleurs à être remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il aura engagés pour le compte de la Société.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

Le Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a sharp downward stroke and a horizontal line.

Un Administrateur

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'K' or 'L' shape followed by a series of loops and a final downward stroke.

Certifié Conforme

ENTREPRENEURAT EDITION
22 BLVD EDGAR QUINET
75014 PARIS

Entrepreneuriat Conseil

Société anonyme au capital de 38 112.25 €
TEL: 0170712400 Siège social 22 bd Edgar Quinet - 75 014 - PARIS
WWW.EE-SOFT.COM Immatriculé au RCS de Paris sous le n° 428 289 763

STATUTS

à jour au 18 juin 2008

TITRE 1 : FORME-DENOMINATION-OBJET-SIEGE-DUREE

Article 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les présentes.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

Entrepreneuriat Conseil

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « société anonyme » « S.A. » et de renonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet en France et en tous pays :

- L'édition de CD-roms, d'ouvrages papiers, de produits multimédia sur les thèmes liés à la création, la reprise et la gestion d'entreprises, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, au moyen de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance de société, en participation ou de prise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ;
- assurer l'émergence et le développement d'activités créatrices d'emplois, développer l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprise ;
- favoriser la mise en place d'échanges entre les entrepreneurs et d'outils ou de prestations contribuant au développement de ces entreprises ;

- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ;
- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 75 014 PARIS, 22 bd Edgar Quinet

Il peut être transféré, en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

TITRE II : CAPITAL

Article 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 38 112.25 €.

Il est divisé en 250 actions de 152,449 € chacune, il est composé de 250 actions en numéraires, libérées pour moitié et de leur valeur nominale.

Les actions en numéraire sont libérées dans les conditions suivantes.

La moitié des sommes soit 19 056,13 € (125 000 F) est libérée à la constitution de la société, la deuxième moitié étant libérée au 15 janvier 2000 ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt de fonds établi par la banque, à savoir :

1- Apports en numéraires

Les soussignés apportent à la société :

- Arnaud Maigre

152 actions, soit 23 172,25 € (152 000 F) dont 11 586,13 € (76 000 F) libérés à ce jour

- Claire de Ravel

51 actions, soit 7 774,90 € (51 000 F) dont 3 887,45 € (25 500 F) libérés à ce jour

- Myriam Arles

21 actions, soit 3 201,43 € (21 000 F) dont 1 600,71 € (10 500 F) libérés à ce jour

- Martine Van Went

20 actions, soit 3 048,98 € (20 000 F) dont 1 524,49 € (10 000 F) libérés à ce jour

- Frédéric Tain

1 action, soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

- Claude Karr

1 action, soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

- ETC SA

1 action soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

- Jean-Eudes Lébeaupin

1 action soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

- Gilles de St Blanquat

1 action soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

- Claire Planton

1 action soit 152,45 € (1 000 F) dont 76,22 € (500 F) libérés à ce jour

La somme totale versée par les actionnaires, soit 19 056,13 € (125 000 F), a été régulièrement déposée sur le compte n°: 04996706726 ouvert au nom de la société en formation ainsi qu'il résulte du certificat de la banque BICS - Banque Populaire ; 1, Boulevard du Lycée - 92 170 Vanves dépositaire des fonds, établi le 10/11/99 sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifié sincère et véritable par M Maigre fondateur.

TITRE III - ADMISSION - RETRAIT

Article 7 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 8 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure à la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société, peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives, elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes nominatifs purs ou des comptes nominatifs administrés au choix de l'actionnaire.

Article 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 12 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel ouvert au nom de leur titulaire dans les registres de la société. Les cessions d'actions s'opèrent par un ordre de mouvement qui doit être revêtu de la signature du titulaire des titres cédés. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre, par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les transmissions d'actions à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opèrent également par un ordre de mouvement mentionné sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

II - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de biens de communauté entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit en faire la déclaration à la société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert. Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée.

A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité, des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts la présence effective de la moitié, au moins des administrateurs en fonctions est nécessaire.

La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée.

En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

Si le cédant ne renonce pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties est déterminé, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

En vue de régulariser le virement de compte à compte au profit du ou des acquéreurs désignés par le conseil d'administration, le cédant sera invité, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à signer l'ordre de mouvement et à percevoir le prix de cession dont le montant sera précisé par cette invitation et ce dans un délai de dix jours la date d'expédition apposée sur le récépissé postal faisant foi pour le point de départ de ce délai en cas d'emploi d'une lettre recommandée.

Pendant ledit délai, le cédant pourra encore faire connaître à la société, son intention de renoncer à la cession envisagée.

Si dans le délai imparti, le cédant n'a déféré à l'invitation, ni renoncé à son projet de cession, le virement de compte à compte sera régularisé d'office par simple décision du conseil d'administration puis sera notifié au cédant dans le délai de dix jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, soit par lui-même, soit par une personne dûment autorisée à cet effet.

Lorsque l'achat n'a pas été réalisé dans le délai de trois mois, ou dans celui éventuellement prolongé par décision de justice, la société, pourra impartir au cédant un délai qui ne pourra être inférieur à 30 jours pour régulariser le projet de cession initial. Faute de quoi, il sera réputé y avoir renoncé.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La clause d'agrément, objet du présent article, peut s'appliquer également à la cession de droit à attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique également au cas de cession des droits de souscription et d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulées au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire, pour exercer un droit quelconque, de posséder plusieurs actions, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

TITRE IV : ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 - COMPOSITION ET NOMINATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de vingt quatre au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail.

Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

Article 15 - DUREE DES FONCTIONS ET LIMITES D'AGE

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa

nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge.

Si du fait qu'un administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus proche assemblée générale ordinaire.

Article 16 - VACANCES - COOPTATION-RATIFICATION

Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci ou, à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 17 - ADMINISTRATEURS - PROPRIETE D'ACTIONS

Les administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 95 de la loi du 24 Juillet 1966, modifiée par la loi du 5 Janvier 1988 doivent être propriétaires de 1 action.

Les administrateurs nommés en cours de vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

Article 18 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président et éventuellement un vice-président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil peut également nommer un secrétaire, même en dehors de ses membres. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le

plus ancien.

A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le Président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Article 19 - DELIBERATION DU CONSEIL - PROCES VERBAUX

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu au siège social soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Article 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le

tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Article 21 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve, toutefois, des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Article 22 - DIRECTION GENERALE

Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général ou plusieurs, dans les cas autorisés par la loi.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si un directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 23 - DELEGATION DE POUVOIRS

Le conseil d'administration peut confier à tous mandataires, choisis parmi ses membres ou en dehors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président ; en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable ; en cas de décès, elle vaut jusqu'à élection du nouveau président.

Article 24 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration; elles peuvent être fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles.

Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Article 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

L'assemblée générale nomme également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, de ces derniers.

TITRE V - ASSEMBLEE GENERALE

Article 27 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 28 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et le cas échéant la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou lettre de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

Article 29 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social, fixée par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 30 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et, également, de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionné dans la convocation sans, toutefois, que ce délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Article 31 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi est tenue à chaque assemblée.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, disposant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de

contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 32 - QUORUM - VOTE

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix.

Le vote s'exprime, à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Article 33 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions excédent les pouvoirs du conseil d'administration qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 34 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des

actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive c'est à dire appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, rapporteur ou le bénéficiaire, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Article 35 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE VI - COMPTES SOCIAUX ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 36 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 37 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 38 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne

permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 39 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou, à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice, et certifié par un commissaire aux comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 40 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait

apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE VII - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION- CONTESTATION

Article 41 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation en société d'une autre forme est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en commandite simple ou par action est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 42 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sans prorogation régulière, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 43 - CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.